



C_2016_022

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 31 MARS 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ressources Humaines

L'an deux mille seize le trente et un mars à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

**Objet de la
délibération:
Véhicules de
fonction et de
service - règlement
intérieur**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Malika GUELLATI pouvoir à Michèle PELASSY, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel MARIA

Transmis le : **04 AVR. 2016**

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Il est rappelé au Conseil d'agglomération, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, qu'une collectivité peut mettre à disposition de ses agents, sous certaines conditions, les véhicules de son parc automobile.

Aussi, il convient de prendre une délibération cadre fixant l'ensemble des modalités d'affectation des véhicules de fonction et de service, aux agents de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Rappel sur la notion de véhicule :

Le véhicule de fonction peut être attribué par nécessité absolue de service aux seuls agents occupant l'un des emplois suivants :

- Directeur général des services d'une commune de plus de 5 000 habitants.
- Directeur général d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants.
- Directeur général adjoint des services d'une commune ou d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 80 000 habitants.
- Collaborateur de cabinet du maire d'une commune ou du président d'un EPCI de plus de 80 000 habitants.

C'est uniquement lorsque l'agent a un usage privé de son véhicule de fonction que son utilisation est constitutive d'un avantage en nature.

Le véhicule de service est accordé pour les besoins du service. Étant lié au service, le véhicule doit être restitué en dehors des périodes de service de l'agent (en dehors des heures de service, pendant les repos hebdomadaires, les congés, ...).

Toutefois, à titre exceptionnel, la collectivité peut autoriser un agent à remiser le véhicule à son domicile.

Dans un souci de rationalité, d'économie de moyens et de maîtrise de la flotte automobile, une étude d'optimisation réalisée en 2015 a conduit à revoir entièrement le dispositif de remisage à domicile des véhicules de service, celui-ci n'étant plus justifié.

En effet, les possibilités de parking offertes par le Pôle Culturel et le Centre administratif Chabran, (îlot 11B), la Maison de l'Économie et de l'Emploi ainsi que le nouveau dispositif autorisant le stationnement nocturne au parking des Marronniers, permettent de créer des pools de véhicules par équipement communautaire en réglant par ailleurs la capacité de parkings qui était insuffisante jusqu'à la livraison des nouveaux bâtiments communautaires.

Cependant, pour des nécessités de service, le remisage à domicile est maintenu pour :

- les Directeurs : attribution d'un véhicule de service, affecté au titre des missions exercées, constitutif d'un avantage en nature (mode de calcul annexé au règlement intérieur) ;

- Garde champêtre, (déplacements liés à sa mise à disposition auprès de 4 communes)
- Responsable du pôle opérationnel à la Direction des Sports (déplacements quotidiens sur tous les sites sportifs du territoire)
- Responsable de la régie de collecte des déchets et déchèteries (déplacements pour le suivi des tournées de collecte et sur toutes les déchetteries du territoire).

Ces trois derniers emplois bénéficient d'un remisage à domicile, pour nécessité de service, non constitutif d'un avantage en nature.

Un règlement intérieur, validé par le Comité Technique dans sa séance du 14 mars 2015 et joint en annexe, précise les règles d'utilisation des véhicules de l'administration.

Envoyé en préfecture le 04/04/2016

Reçu en préfecture le 04/04/2016

Affiché le

07 AVR 2016
ID : 883248300489-20160316-2016_022-DE

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Administration Générale et Communication » et « Modernisation de l'action publique » du 16 mars 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser l'attribution de véhicules de fonction avec usage privé aux emplois fonctionnels et au Directeur de Cabinet de l'EPCI,
- autoriser l'attribution de véhicules de service aux emplois susvisés autorisés à un remisage à domicile.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 59 voix pour
1 abstention(s) :

Franck AMBROSINO

décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 31 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.